

Giulia Giacchè

DÉPARTEMENT DE SCIENCES SOCIALES
UNIVERSITÉ DE MARINGÁ (BRÉSIL)**AVANT-PROPOS**

Mes recherches actuelles¹ sur l'agriculture urbaine s'inscrivent dans le prolongement d'une thèse qui portait sur la relation entre ville et agriculture et les enjeux liés à la gestion de ces relations à la fois spatiales (proximité et mixité) et fonctionnelles (flux des personnes, services et produits entre villes et « campagne »). La thèse² a approfondi le thème de l'intégration de l'agriculture dans les documents d'urbanisme en analysant le cas de quatre villes italiennes, qui avaient mobilisé l'agriculture différemment dans leur stratégie de développement urbain. Dans ce travail de recherche (Giacchè, 2012) des outils ont été proposés pour une meilleure compréhension de la prise en compte des agricultures dans les documents d'urbanisme.

Dans la continuité de la thèse, mes recherches postdoctorales portaient quant à elles, sur les processus d'intégration ville-campagne en partant de l'analyse de politiques publiques et des projets portés par les acteurs institutionnels, agricoles et intermédiaires à travers l'analyse de configurations socio-spatiales et de formes d'organisations des acteurs. Ces recherches, menées entre l'Italie et la France, dans des équipes pluridisciplinaires et dans le cadre de programmes comparatifs³ incluant des démarches de recherche-action, focalisaient l'attention sur les projets et les stratégies d'intégration entre villes et campagnes.

En partant des acquis de ces recherches émerge la nécessité d'approfondir les pratiques socio-spatiales des acteurs. L'entrée retenue privilégie l'« agentivité »

1- Post-doctorat en cours financé par le Programme National de Pós-Doutorado/CAPES (PNPD/CAPES)

2- 2006-2010. Doctorat conduit en cotutelle entre l'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement AgroParisTech, École doctorale ABIES de Paris (France) et Dottorato in «Sviluppo rurale sostenibile, territorio e ambiente» de l'Università di Perugia - UNIPG (Italie)

3- 2010-2011 : Allocation de recherche auprès du Département de Science Economique-Estimatif et des Aliments de l'Université des Etudes de Pérouse (Italie) dans le cadre du Pays.med.urban programme MED 2007-2013 ; 2012-2013 : Collaboration avec l'UMR Métafort, Clermont-Ferrand, dans le cadre du projet ANR DAUME-Durabilité des Agricultures Urbaines en Méditerranée.

des acteurs sur leur environnement en considérant les trois niveaux de capacité d'action tels que définis par Hewson (2010) : individuelle, collective et par procuration.

Cet article propose un cadre d'analyse pour interpréter les pratiques socio-spatiales autour de l'agriculture urbaine. D'une part les pratiques des acteurs dans les espaces intra et périurbains et d'autre part, les interactions entre ces acteurs et entre les acteurs et leurs espaces. J'approfondirais ainsi une nouvelle hypothèse⁴ pour interroger la relation ville campagne où l'agriculture urbaine (AU) révèle des formes de résistances multiples qui sont développées en vue d'accéder à des droits qui sont niés ou remis en cause, en régime d'inégalités environnementales. Ces formes de résistance seraient le produit de pratiques quotidiennes et d'interactions entre acteurs, qui révèlent des situations de conflit, mais parfois de médiation et de compromis. L'article montrera comme le concept de résistance, peu être utile pour interpréter des logiques d'action en matière d'agriculture urbaine car il permet d'expliquer les motivations des acteurs, leurs pratiques et leurs interactions.

AGRICULTURE URBAINE : QUESTIONS OUVERTES ET CADRE D'ANALYSE

Les définitions de l'agriculture urbaine et/ou périurbaine sont diverses, selon les champs disciplinaires, les contextes géographiques et les cadres de référence, qu'ils soient institutionnels ou scientifiques. L'état de l'art sur la question ne permet pas de dégager de définition partagée ni stabilisée.

À partir de l'analyse de plusieurs approches (Fleury et Donadieu, 1997 ; FAO, 1999 ; Moustier et Mbaye, 1999 ; Simt et al., 2001 ; Mougeot, 2005 ; Van Veenhuizen, 2006 ; Duchemin, 2012 ; Nahmias et Le Caro, 2012 ; Zasada, 2012), on constate que deux éléments

4- Cette hypothèse a été murie dans le cadre d'une collaboration avec l'UMR 6590, ESO Rennes

Figure 1 : Exemple de continuum dans le cas des deux parcs agricoles dans la région métropolitaine de Barcelone (Giacché et Toth, 2013)



de discussion restent encore ouverts : d'une part, la différence à faire entre agriculture urbaine et périurbaine, d'autre part, l'étendue du spectre des acteurs impliqués dans ces formes d'agriculture.

Les trois dimensions essentielles de l'agriculture en général et de l'agriculture urbaine (AU) en particulier, sont une diversité (i) d'espaces (intra ou périurbains), (ii) d'acteurs (citoyens, administrateurs, aménageurs, agriculteurs professionnels) et (iii) d'activités et de pratiques qui sont porteuses de fonctions différentes et résultats de motivations multiples. En ce qui concerne l'espace et les acteurs on peut utiliser la notion de continuum, comme cela a été testé dans le cas de la région métropolitaine de Barcelone (Giacchè et Toth, 2013), qui permet de croiser les types d'acteurs investis, depuis les citoyens qui pratiquent l'agriculture jusqu'aux agriculteurs professionnels (Ejderyan et Salomon Cavin, 2012), le gradient des espaces concernés (du centre-ville à la périphérie lointaine) ainsi que les relations établies entre les consommateurs et les producteurs et entre acteurs et espaces. Ce croisement a donné lieu à l'identification de dix formes d'agriculture urbaine (jardins familiaux, jardins partagés, verts verticaux, parcs agricoles, etc.). Penser « en continuum » s'est révélé utile pour éviter la généralisation autour d'un phénomène pourtant complexe (Fig. 1).

Dans la présente contribution, il s'agit de se focaliser sur les pratiques des acteurs en proposant un cadre analytique pour les interpréter et pour comprendre à la fois leurs motivations, les interactions entre acteurs et entre acteurs et espaces. Comme Dansero (2013) le montre, les acteurs sont une catégorie conceptuelle, peu problématisée, surtout à la lumière de la relation entre individus et groupes. Dans cette perspective, il est important d'analyser les pratiques des différents acteurs impliqués, en les considérant à la fois comme individus et comme partis prenantes de mouvements pratiquant ou soutenant l'agriculture urbaine.

Pour analyser les pratiques on utilise ici comme cadre de référence le concept de résistance. On prend comme référence principale le travail de James Scott (1985), un des théoriciens de la résistance entendue

comme pratique de dissension qui ne devienne contestation sociale ouverte. Dans une enquête ethnographique menée dans les années 1970 dans le village paysan de Sedaka en Malaisie, l'auteur montre comment des pratiques quotidiennes peuvent être considérées comme des formes de résistance bien qu'elles ne soient pas organisées, systématiques, à visées révolutionnaires et animées par des idées qui refusent les bases de la domination elle-même. En effet, elles peuvent être aussi non organisées, basées sur des stratégies et des pratiques quotidiennes, ordinaires et indirectes, à l'intérieur des limites de pouvoir qui leur sont imposées et avec des finalités apparemment utiles tout de suite. Ce point de vue sur les pratiques de résistance, qui s'étend pour inclure aussi des comportements non explicitement conflictuels, mais orientés vers la réalisation de « l'auto-assistance individuelle » (Scott, 1985: XVI) s'avère très utile dans la compréhension de nombreuses formes de l'AU. Dans l'ouvrage *Everyday forms of peasant resistance in South-East Asia* (Scott, 1986), un débat est amorcé sur ce que sont les pratiques de résistance et ce qu'elles ne sont pas. De nombreux auteurs ont contribué à cet ouvrage, dont Adas (1968) qui a défini des typologies de résistance, Fregan (1986) qui a mis l'accent sur les motivations des acteurs et White (1986) qui a mis en lumière des formes quotidiennes de coalitions qu'il est nécessaire de prendre en compte en étudiant les relations entre acteurs.

La position de Scott a été discutée et critiquée sous différents angles, en particulier par des analyses portant sur les acteurs et leurs capacités de négociation et de transformation. Par exemple, la dichotomie entre classes (paysanne et classes dirigeantes) et systèmes (néolibéral – familial) a été questionnée. Herzfeld (2005) discute la perspective binaire de Scott in *Seeing Like a State* (1998) au sujet de l'opposition entre l'État et ses différents organes qui élaborent des plans technocratiques et les populations locales, avec leurs savoirs et leurs pratiques, qu'il juge schématique. Il manifestait ainsi à l'égard des populations locales une sensibilité ethnographique qu'il n'applique pas aux bureaucraties, qui souvent sont complices avec elles. Torres (1994), à partir d'une étude ethnographique portant sur des cultivateurs de tomates au Mexique, souligne leur agentivité dans la vie quotidienne. Celle-ci est en mesure d'offrir une nouvelle perspective sur les réponses des

travailleurs ruraux face au développement de systèmes de production transnationaux et aux transformations des structures agraires résultantes des interactions complexes entre forces mondiales et locales. Long (2007) reformule la catégorie de résistance en soulignant qu'on la retrouve dans une grande variété de pratiques qui remodelent l'espace de production et à travers lesquelles les paysans se définissent comme nettement différents par rapport aux modèles productifs, aux règles et aux relations globales.

En même temps, ces pratiques sont de plus en plus dialectiquement interconnectées avec « les contextes et les rapports institutionnels dominants » (p. 66). Dans la même ligne, le sociologue rural Van der Ploeg affirme que la résistance paysanne⁵ réside avant tout dans la création de nouvelles formes de production et d'actions locales (non seulement de réaction ou de lutte), fondées sur l'innovation et la coopération entre les sujets producteurs capables de s'opposer aux principes ordinateurs globaux. Les agriculteurs ne sont plus perçus comme des victimes passives mais comme des sujets qui se battent en créant leur propre autonomie (Van der Ploeg, 2008) ou des sujets qui recréent des formes de relations et de production de l'espace en opposition au système capitaliste imposé par la ville (Rostichelli, 2014).

Plus récemment, la résistance a été analysée et étudiée dans cette perspective à l'échelle de l'agriculture familiale et paysanne (Berti, 2012; Schneider et Niederie, 2010) où comme à l'exemple des fermes sociales, résiste aux impositions sociales et culturelles (Porrizzo, 2011); ou enfin comme le mouvement paysan argentin Red Puna, qui revendique la gestion de son territoire (Sabin, 2010).

UNE MISE EN PERSPECTIVE THÉORIQUE DE L'AGRICULTURE URBAINE

Plusieurs auteurs notent que cette agriculture s'est développée pendant les périodes de crise économique et politique comme stratégie d'approvisionnement des villes (Descher et al. 2000; Deelstra et Girardet,

2000). Ces « pics » ralentissaient une fois les crises achevées. Cette explication semble faible si on l'applique au temps présent. En effet, de nos jours, l'agriculture urbaine ne diminue pas, même dans les pays qui semblent avoir surmonté la crise comme les États-Unis (Baudry, 2011). Ce phénomène mérite donc d'être approfondi à partir d'une analyse de la crise et de ses effets et sur la base d'une lecture non réductionniste. Dans une perspective de crise climatique et environnementale (Rapport GIEC, 2013), l'AU semble prendre un tournant plus complexe et elle est de plus en plus considérée aussi comme un outil pour le développement durable des villes (Mougeot, 2005; Redwood, 2009; Steel, 2008; Soulard et al., 2011; Duchemin et al., 2013). Ces travaux renouvellent le regard sur les liens entre les villes et leurs agricultures tant du point de vue des enjeux spatiaux et environnementaux (ex. patrimoine foncier, ressources du sol, changement climatique, biodiversité, etc.) que socio-économiques (ex. disponibilité et accessibilité alimentaire des villes et des territoires, autonomie alimentaire, cohésion sociale, etc.). Selon Tornaghi (2014) il faudrait une géographie critique de l'AU pour montrer combien les questions de la justice socio-environnementale et les inégalités sont intégrées dans l'AU, celle-ci étant interprétée comme un espace de décision et d'exploration des possibilités spatiales pour une restructuration de l'urbain.

En effet, nous sommes confrontés non seulement à une crise conjoncturelle, comme par le passé, mais aussi à une crise à caractère écologique, structurellement liée au système économique néolibéral. La croissance urbaine sans précédent et l'actualité du changement climatique s'accompagnent d'une menace de raréfaction des denrées alimentaires, des énergies fossiles et des ressources en eau, de dégradation des sols et de perte de la biodiversité. Les effets des crises (alimentaire et financière puis économique depuis 2008) exaspèrent les préoccupations dans la longue durée au sujet de la sécurité alimentaire des populations et des territoires (Esnouf et al., 2011).

Ces deux types différents de crises convergent en alimentant les inégalités environnementales, qui se manifestent par le fait « que les populations ou les groupes sociaux ne sont pas égaux face aux pollutions, aux nuisances et aux risques environnementaux, pas

5- Terme utilisé par Pernet (1982) pour caractériser tous les agriculteurs (biologiques, traditionnels, producteurs sur de petits créneaux, agriculteurs sur des systèmes extensifs, pluri-actifs, etc.) qui se situent en marge du « modèle dominant » en se basant sur la spécialisation, l'intensification et la concentration.

plus qu'ils n'ont un accès égal aux ressources et aménités environnementales » (Emelianoff, 2006, p. 36). Dans un numéro thématique de la revue *Flux* (Durand et Jaglin, 2012), consacré aux Inégalités environnementales et écologiques, les auteurs montrent bien comment l'inégale distribution des bénéfices et des nuisances environnementales obéit à des logiques de production et de distribution socio-spatiale plus ou moins liées à des inégalités sociales, de revenu, d'emploi ou de consommation. Ils illustrent différentes typologies d'inégalités environnementales portant sur le logement et les espaces verts; l'accès aux services urbains et leur gestion; l'exposition aux risques anthropiques de pollution et aux risques naturels d'inondation etc. La notion d'inégalité environnementale est proche de celle de justice environnementale qui a été développée initialement aux États-Unis dès les années 1970 au sujet de l'exposition aux pollutions industrielles des groupes ethniques minoritaires (Cutter, 2006; Adamson et al., 2002; Wenz, 1988). Aux États-Unis un mouvement a également émergé autour de la justice alimentaire, en raison du contexte de dépendance extrême des populations vis-à-vis de l'industrie agroalimentaire et de la forte prévalence des maladies nutritionnelles (Paddeu, 2012). La notion de justice environnementale prend son sens surtout dans une perspective d'action et de mouvement contre les discriminations, conséquence d'une injustice perçue de façon explicite et consciente et subie surtout par les classes sociales défavorisées. De la même façon la catégorie d'inégalité environnementale renvoie aux différentes pratiques et motivations des individus et des groupes, qui visent à la surmonter. Ici, la notion d'inégalité est privilégiée plutôt que celle de justice parce qu'elle tend à être plus extensive, en faisant référence à une inégalité de cadre de vie, qui peut avoir son origine tant au niveau local que planétaire et qu'elle ne suppose pas nécessairement une corrélation avec l'inégalité sociale.

PROPOSITION EXPLORATOIRE : L'INCLUSION DES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES DANS L'ÉTUDE DE L'AGRICULTURE URBAINE

Pour mettre à l'épreuve l'hypothèse de la résistance, nous nous appuyons dans un premier temps sur des études de cas connus, devenus des références

pour les pratiques socio-spatiales de l'AU. Il s'agit à titre d'exemples, (i) du mouvement des « *Green Guerrillas* », qui a émergé à New York dans les années 1970 à la suite de la crise économique, sociale et politique, contre la désaffection de la ville, le mode de vie non durable, la marchandisation du vivant, la stérilisation des surfaces urbaines (Reynolds, 2010). L'utilisation du mot « guérilla », comme expliqué sur le site internet du mouvement, suscite un intérêt sur la nature d'une des actions mises en œuvre, le lancement d'une boule à graines sur des terrains abandonnés, qui est un geste politique et symbolique. Les « guérilleros » contestaient le manque d'espaces verts dans les villes, associé à la présence de friches industrielles et de parcelles vides, abandonnées par leurs propriétaires incapables de les entretenir (Baudry, 2011). Au fil des ans, mais surtout après 2000, ce mouvement s'est propagé dans le monde entier en revendiquant des formes d'appropriation de l'espace et d'amélioration du cadre de vie. Il s'agit d'un mouvement de citoyens qui s'opposent aux institutions incapables de leur garantir certains droits à la ville.

À Détroit, le déclin de l'industrie automobile, la ségrégation raciale, le manque d'emplois bien rémunérés, la baisse du nombre de résidents, la présence de 139 000 ha de zones délaissées et l'existence d'un véritable « *food desert* » dans cette zone ont induit la mise en culture par une population inactive de terrains abandonnés et en friche (Dziedzic et Zott, 2012). Un mouvement irrésistible, spontané et illégal a conduit des citoyens d'origines diverses à s'approprier des espaces délaissés de la ville et à les cultiver. Quand en 2013, les jardins (communautaires, familiaux, scolaires, etc.) enregistrés au Detroit Agriculture Network atteignirent le nombre de 1 244, le conseil municipal de Détroit a approuvé une ordonnance qui a autorisé et réglementé la mise en culture dans la ville, sur la base de règles écrites lors d'un long processus de consultation entre les fonctionnaires et les citoyens (Roiatti, 2013). Un entrepreneur a commencé à acheter des terrains vagues pour créer la plus grande ferme urbaine du monde, qui devrait s'étendre jusqu'à un millier d'hectares, et un ancien conseiller financier et directeur du développement chez SHAR, a imaginé avec des chercheurs, des architectes et des ONG, le

projet de « Recovery Park ». Ce projet inclut une ferme urbaine, un incubateur pour les entreprises de transformation alimentaire et de pisciculture, une école d'équitation, un parc, une brasserie, etc. L'exemple de Détroit montre comment un mouvement citoyen a mis en place un processus qui a ensuite vu la participation d'acteurs institutionnels et d'entrepreneurs.

À Cuba, par contre, c'est le gouvernement qui a décidé d'investir dans l'agriculture urbaine de façon massive dans les années 1990 après l'effondrement de l'URSS, quand l'île a perdu son plus important partenaire commercial et a dû importer plus de 50 % de la nourriture nécessaire à sa propre consommation. En outre, l'impossibilité d'acheter le pétrole à prix coûtant a affecté le système de transport et de réfrigération, de sorte que le système de production alimentaire a dû se transformer (Fisher, 2012). À la fin des années 1990 à La Havane on comptait plus de 8000 fermes et jardins urbains et 30000 personnes impliquées qui sont arrivés en 2009 à 350000 agriculteurs qui cultivaient 70,000 ha de terres dans toute l'île (Duenas et al. 2009). Ce modèle a créé des emplois ainsi qu'un système de production fondé sur l'agro-écologie et un système de distribution plus durable et local (Blay-Palmer, 2012). L'expérience cubaine a été présentée comme un modèle alternatif, où l'adoption de méthodes agro-écologiques peut apporter des avantages économiques et productifs d'une manière socialement équitable.

Dans un contexte tout à fait différent, dans le village palestinien de Bil'in, des représentants politiques palestiniens et des activistes internationaux ont planté des oliviers et des amandiers comme acte de lutte contre le mur et les colonies israéliennes. La plantation d'oliviers comme action politique est très répandue en Palestine et en Israël, bien que le cas de Bil'in soit le plus connu, parce que dans ce village des actions hebdomadaires et parfois quotidiennes contre le Mur ont été organisées pendant des années. L'attention internationale a ainsi été captée et Bil'in est devenu un symbole de lutte non-violente, créative et populaire dans toute la Palestine.

Ces exemples montrent très bien comment ces pratiques sont portées par différentes catégories d'ac-

teurs à l'échelle individuelle et/ou collective en visant l'accès à certains droits environnementaux (occupation de l'espace, création d'emplois, production de nourriture saine et locale).

CONCLUSION : L'AGRICULTURE URBAINE RÉVÉLATRICE DE FORMES DE RÉSISTANCE ?

Bien que les cas décrits ci-dessus aient été repris et présentés, surtout par les médias, comme des cas emblématiques de cette agriculture, ils ont été montrés aussi comme une forme de réponse capable de transformer l'ordre urbain existant en permettant ou essayant de permettre l'accès à certains droits

On peut dire que l'AU prend le sens d'une résistance à l'urbanisation (ex. New York), au modèle économique et politique néolibéral (ex. Cuba), au manque de nourriture et d'emplois (ex. Détroit) et à l'occupation territoriale (ex. Palestine) en reconfigurant des rapports entre acteurs et entre acteurs et espaces. On a aussi montré que les acteurs impliqués dans l'AU sont multiples et comment dans les divers contextes, les acteurs qui ont promu des pratiques de résistance sont différents: la société civile organisée sous forme de groupes d'action comme les « guérilleros » à New York, non organisée et indépendante à Detroit ou le gouvernement à Cuba. Cependant, l'hypothèse défendue ici élargit l'usage de la catégorie de résistance à tous les acteurs de l'AU, aussi bien des agriculteurs et des consommateurs qui cherchent simplement à produire/manger des produits qu'ils jugent sains à travers des associations comme les AMAP en France, par exemple, qu'aux simples habitants qui souhaitent jardiner pour cultiver leurs propres légumes. En effet, à partir des critiques apportées à la théorie de Scott, la résistance a été ici interprétée non pas dans une perspective « binaire » et « conflictuelle », mais à l'intérieur de réseaux où différents acteurs, que ce soit des sujets défavorisés ou des classes moyennes, des élus ou des entrepreneurs, jouent à des différents niveaux un rôle dans les pratiques d'AU. Selon cette piste de travail, il n'est cependant pas acquis que tous les acteurs impliqués dans l'AU activent des pratiques inscrites dans des logiques de résistance. Ainsi les entrepreneurs qui veulent financer des fermes verticales ne sont potentiellement mus que par des logiques de rentabilité économique. Il semble toute-

fois important de saisir les effets de ces pratiques, même quand elles ne sont pas inscrites dans de logique de résistance, sur les territoires où ils peuvent avoir des impacts positifs dans la réduction des inégalités environnementaux. Donc il s'agit d'approfondir les dynamiques actuelles vue à travers tous les niveaux de l'agentivité des acteurs (individuel, collective et par procuration), en considérant que les logiques individuelles ne correspondent pas toujours aux logiques collectives, qu'il peut y avoir des changements de position dans le temps comme le montrent les travaux de Baudry (2011) qui analysent le positionnement institutionnel des maires de New York par rapport à la *Green guerilla*.

Bien que certains auteurs (Fernandes, 2008 ; Rosticelli, 2014) considèrent les pratiques développées par les agriculteurs urbains comme « résistantes » par rapport au modèle capitaliste, ils n'approfondissent pas le concept de résistance. Ils ne problématisent et n'expliquent pas ces pratiques, les considérant toujours sous l'angle de logiques d'opposition au modèle capitaliste.

Par contre j'ai essayé de montrer que l'approche par la résistance permet en effet de considérer l'agriculture urbaine sous des formes complexes, incluant certains aspects politiques et socio-culturels, qui sont presque absents dans la littérature actuelle, inspirée principalement par des perspectives socio-économiques souvent réductrices. De plus l'entrée par les inégalités environnementales permet aussi de comprendre et d'interpréter des pratiques qui ne se posent pas forcément en opposition au système économique ou politique.

Enfin, cette approche permet de mettre l'accent sur les sujets en tant qu'acteurs, de comprendre leurs pratiques, leurs logiques, les interactions entre différentes couches sociales ayant des niveaux différents d'accès aux pouvoirs de régulation.

Références

- Adamson J., Evans M.M., Stein R., 2002, *The Environmental Justice Reader: Politics, Poetics & Pedagogy*, University of Arizona Press
- Adas M., 1986, From foot-dragging to flight: the evasive history of peasant avoidance protest in south and south-east Asia, pp. 64-86, in Scott C. J., Kerkvliet B. J., 1986, *Everyday Forms of Peasant Resistance in South-east Asia*, Library of Peasant Studies, 9, Frank Cass and Company Limited, London
- Baudry S., 2011, Les community gardens de New York City: de la désobéissance civile au développement durable, *Revue française d'études américaines*, 129, pp. 73-86
- Berti G., 2012, Alleanze strategiche territoriali: la costruzione collettiva di percorsi di resistenza neocontadina, in Brunori G., (dir.), *Le reti della transizione. Impresa e lavoro in un'agricoltura che cambia*, Felici Editori
- Blay-Palmer A., 2012, Cuba provides a model for Urban Agriculture, pp. 57-66, in Dziedzic N, Zott L. M., (dir.), *Urban agriculture*, Greenhaven Press,
- Cutter S., 2006, Hazards, *Vulnerability and Environmental Justice*, London, Sterling
- Dansero E., 2013, Individui e gruppi: alla ricerca degli attori nello sviluppo territoriale, ESO, travaux & documents, 35, pp. 11-19
- Deelstra T., Girardet H., 2000, Urban agriculture and sustainable cities, pp. 43-65, in Bakker N., Dubbeling M., Gundel S., Sabel-Koschela U., de Zeeuw H. (dir.), 2000, *Growing Cities, Growing Food: Urban Agriculture on the Policy Agenda. A Reader on Urban Agriculture*, Deutsche Stiftung für internationale Entwicklung (DSE), Germany
- Drescher A.W., Nugent R., de Zeeuw H., 2000, *Urban and periurban Agriculture and the Policy Agenda, Final Report of the FAO/ETC Electronic Conference*, www.fao.org/urbanag
- Duchemin É., 2012, *Agriculture urbaine: quelle définition? Une actualisation nécessaire?* publié le 14/12/2012 sur le site *AgriUrbain* veille scientifique sur la recherche et les projets en agriculture urbaine, URL: <http://agriurbain.hypotheses.org/2705> (consulté le 21 octobre, 2013)
- Durand M., Jaglin S., 2012, Inégalités environne-

mentales et écologiques : quelles applications dans les territoires et les services ? *Flux*, 89-90, pp. 4-14

- Duenas F., Plana D., Salcines I., Benitez Medina L., Domini M., 2009, Uma historia exitosa que puede mejorar aún más, *Revista de Agroecologia – Leisa*, p. 26-27.

- Dziedzic N., Zott L.M., 2012, Introduction, pp. 14-16, in Dziedzic N., Zott L.M., (dir.), *Urban Agriculture*, Detroit, Greenhaven Press,

- Ejderyan O., Salomon Cavin. J., 2012, *Urban agriculture in Geneva*, Working Group Report, Program COST, Action Urban Agriculture, rapport non-publié

- Emelianoff C., 2006, Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? *ESO Travaux et Documents*, 25, pp. 35-43

- Esnouf C., Bricas N., Russel M. (dir.), 2011, *DuA-Lline: Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. Questions à la recherche*, publication INRA - CIRAD, 254 p.

- FAO, 1999, *Agriculture Urbaine et Périurbaine*, Rapport de la quinzième session du Comité de l'Agriculture, Rome, 25-29 janvier 1999

- Fernandes, N. E., 2008, *Reprodução de pequenos agricultores no espaço metropolizado paulistano: uma análise da porção sul do município de São Paulo*, Memorie de Matrise, Departamento de Geografia, Universidade de São Paulo, São Paulo, 2008, 213 p.

- Fisher A., 2012, Cuba's Urban Agriculture Model is irrelevant for Americans, in Dziedzic N., Zott L.M. (dir), *Urban Agriculture*, Detroit, Greenhaven Press

- Fleury, A., Donadiou, P., 1997, De l'agriculture péri-urbaine à l'agriculture urbaine, in *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 31

- Fregan B., 1986, Tenants' Non-violent resistance to landowner claims in a central Luzon village, pp. 87-106, in Scott C.J., Kerkvliet B. J., 1986, *Everyday Forms of Peasant Resistance in South-east Asia*, Library of Peasant Studies, 9, Frank Cass and Company Limited, London,

- Giacchè G., 2012, *Verso una maggiore integrazione dell'agricoltura nella pianificazione territoriale. Analisi e proposte per i comuni di Assisi, Bastia Umbra, Bettona e Cannara*, Associazione "Alessandro Bartola", PhD Studies Series, Vol. 8, 264 p.

- Giacchè G., Toth A., 2013, Urban Agriculture in Barcelona Metropolitan Region, pp. 67-71 in Maldonado L., (dir), *COST Action Urban Agriculture Europe: Documentation of 2nd Working Group Meeting*, Castelldefels (Barcelona), 12-15 mars 2013

- GIEC, 2013, *Changements climatiques 2013 : les éléments scientifiques, volume I du 5e Rapport d'évaluation des connaissances sur le climat*, accessible en ligne (version anglaise) URL : www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/#.UsULd2TuKfv

- Herzfeld M., 2005, Political Optics and the Occlusion of Intimate Knowledge, *American Anthropologist*, vol. 107, 3, pp. 369-376

- Long N., 2007, Resistance, Agency and Counterwork: theoretical position, in Wright W., Midden-dorf G., *Food Fights*, Penn State University Press, Pennsylvania

- Mougeot J.A.L., 2005, *The social, political and environment dimensions of urban agriculture*, Ottawa, IDRC

- Moustier P., Mbaye A., 1999, Introduction générale, in Moustier P., Mbaye A., de Bon H., Guérin H., Pagès J., (dir.), *Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne*. International Seminar, 20-24 April 1998, CIRAD-CORAF, Montpellier (France), 278 p.

- Nahmias P., Le Caro Y., 2012, Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales, in *Environnement Urbain/Urban Environment*, vol. 6, pp. 1-16

- Paddeu F., 2012, L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale, in *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 12, n° 2

- Pernet F., 1982, *Résistances paysannes*, PUG, Grenoble, 1982, 188 p.

- Pelzer White C., 1986, Everyday resistance, socialist revolution and rural development: the Vietnamese case, pp. 49-63, in Scott C. J., Kerkvliet B. J., *Everyday Forms of Peasant Resistance in South-east Asia*, Library of Peasant Studies, 9, Frank Cass and Company Limited, London,

- Ploeg Van der J.D., 2008, *The New Peasantries. Struggles for autonomy and sustainability in an era*

of empire and globalization, London-Sterling, Earthscan

- Porrazzo S., 2011, *Seminare buone pratiche. Analisi di una fattoria sociale in irpinia tra agricoltura e decrescita*, Tesi di Laurea Corso di Laura in discipline Etno-antropologiche, Università di Siena, a.a. 2010/2011
- Redwood M., 2009, *Agriculture in Urban Planning*. Generating Livelihoods and Food Security, Ottawa (Canada), IDRC
- Reynolds R., 2010, *La guérilla jardinière*, Michel Y. Eds, Collection Société, 224 p.
- Roiatti F., 2013, Detroit, Rinascita verde, in Blog « Q Code Mag », session Reportage, <http://www.qcodemag.it/2013/08/13/detroit-rinascita-verde/>
- Rostichelli M., 2014, *Entre a Terra e o Asfalto: A Região Metropolitana de São Paulo no contexto da Agricultura Urbana*, Mémoire de Maîtrise, Departamento de Geografia, Universidade de São Paulo, São Paulo, 187 p.
- Sabin G., 2010, *Résistance, permanences et alternatives paysannes indigènes en Argentine: une analyse de la confection du social, le cas du mouvement paysan indigène Red Puna*, Thèse de doctorat soutenue en co-tutelle entre Université de Brest et Université de Buenos Aires
- Schneider S., Niederie P. A., 2010, Resistance strategies and diversification of rural livelihood: the constructions of autonomy among Brazilian family farmers, *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, Issue 2
- Scott C. J., Kerkvliet B. J., 1986, *Everyday Forms of Peasant Resistance in South-east Asia*, Series Library of Peasant Studies, 9, Frank Cass and Company Limited, London, 148 p.
- Scott C. J., 1985, *Weapons of the weak: everyday forms of peasant resistance*, Yale University Press, New Haven, Connecticut, 389 p.
- Scott C. J., 1998, *Seeing Like a State*, Yale University Press, New Haven, Connecticut, 445 p.
- Smit J., Nars J., Ratta A., 2001, Chapter 1. Cities That Feed Themselves, pp. 1-26, in Smit et al. *Urban Agriculture Food, Jobs and Sustainable Cities*, The Urban Agriculture Network, Inc. (1996, 2e ed.)
- Soulard-Toussaint C., Margétic C., Vallette E.,

2011, *Innovations et agricultures urbaines durables*, *Norois*, 221, pp. 7-10

- Steel C., 2008, *Hungry City: How Food Shapes Our Lives*, London, Chatto & Windus
- Tornaghi C., 2014, Critical geography of urban agriculture, *Progress in Human Geography: an international review of geographical work in the social sciences and humanities*, publié on line le 5 février 2014, pp. 1-17
- Torres G., 1994, *The Force of Irony. Power in the Everyday Life of Mexican Tomato Workers*, Global Issues Series, Berg Publishers, 286 p.
- Veenhuizen van R., 2006, Cities Farming for the Future, in Veenhuizen van R. (dir), *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*, RUAF Foundation, IIRR and IDRC
- Wenz S.P., 1988, *Environmental Justice*, New York, Suny Press
- Zasada I., 2012, *Peri-urban agriculture and multi-functionality: urban influence, farm adaptation behaviour and development perspectives*, Thèse de doctorat soutenue le 04.06.2012 auprès de Technischen Universität München eingereicht <http://mediatum.ub.tum.de/doc/1107627/1107627.pdf> (consultée le 29/11/2013)

